

DEPARTEMENT DE LA VENDEE



Chassenon le Bourg

Aménagement d'un cheminement piétonnier

Route de Parthenay

<p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>

Maître d'Ouvrage

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Maire
Commune : Xanton Chassenon
Mairie – 01 Place de la Mairie
85240 XANTON CHASSENON
mairie.accueil@xantonchassenon.fr

Maître d'Oeuvre

Aménagement Ingénierie VRD
53 rue de la Famille Allix
85200 FONTENAY LE COMTE
am.i.vrd@orange.fr

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)*****Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Monsieur le Maire

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)

Monsieur le Maire

Objet du marché

Aménagement d'un cheminement piétonnier route de Parthenay

Remise des offres

Date et heure limites de réception le Jeudi 26 Juin 2025 avant 9h00.

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
<u>ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....</u>	<u>5</u>
1-1. <u>Objet du marché - Domicile du titulaire.....</u>	5
1-2. <u>Décomposition en tranches et en lots.....</u>	5
1-3. <u>Intervenants.....</u>	5
1-4. <u>Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....</u>	6
1-5. <u>Contrôle des coûts de revient.....</u>	6
1-6. <u>Dispositions générales.....</u>	6
<u>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</u>	<u>9</u>
3-1. <u>Tranche(s) conditionnelle(s).....</u>	9
3-2. <u>Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie.....</u>	9
3-3. <u>Variation dans les prix.....</u>	10
3-4. <u>Modalités de paiement.....</u>	12
<u>ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</u>	<u>13</u>
4-1. <u>Délai de réalisation.....</u>	13
4-2. <u>Prolongation des délais d'exécution.....</u>	13
4-3. <u>Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....</u>	13
4-4. <u>Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....</u>	14
<u>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</u>	<u>14</u>
5-1. <u>Retenue de garantie.....</u>	14
5-2. <u>Avances.....</u>	15
<u>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</u>	<u>15</u>
6-1. <u>Provenance des matériaux et produits.....</u>	15
6-2. <u>Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....</u>	15
6-3. <u>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....</u>	16
6-4. <u>Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....</u>	16
<u>ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</u>	<u>16</u>
7-1. <u>Piquetage général.....</u>	16
7-2. <u>Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....</u>	16
<u>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</u>	<u>16</u>
8-1. <u>Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....</u>	16
8-2. <u>Etudes d'exécution des ouvrages.....</u>	17

<u>8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....</u>	<u>17</u>
<u>8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....</u>	<u>17</u>
<u>8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....</u>	<u>19</u>
<u>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....</u>	<u>19</u>
<u>9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....</u>	<u>19</u>
<u>9.2. Réception.....</u>	<u>19</u>
<u>9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....</u>	<u>19</u>
<u>9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....</u>	<u>19</u>
<u>9-5. Documents fournis après exécution.....</u>	<u>19</u>
<u>9-6. Délai de garantie.....</u>	<u>19</u>
<u>9-7. Garanties particulières.....</u>	<u>19</u>
<u>ARTICLE 10. RESILIATION.....</u>	<u>20</u>
<u>ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</u>	<u>20</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les prestations, objet du présent marché, concernent : Aménagement d'un cheminement piétonnier route de Parthenay

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Commune : Xanton Chassenon.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. Décomposition en phases, tranches et en lots

Le marché comporte : une tranche ferme.

L'opération n'est pas allotie.

1-3. Intervenants

1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement peuvent être formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés aux articles R. 2393-25 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

Dans la cas d'un groupement de commande, les sous-traitants seront déclarés par commune sauf avis contraire.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Assistance technique et Maîtrise d'œuvre

L'assistance technique et la maîtrise d'œuvre sont assurées par : « Aménagement Ingénierie VRD, 53 Rue de la Famille Allix 85200 à Fontenay le Comte représenté par Monsieur Giraud Paul qui est chargé d'une mission « Maîtrise d'œuvre » comprenant l'avant projet, le projet, l'assistance aux contrats de travaux, la direction de l'exécution des travaux et l'assistance aux opérations de réception.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Sans objet.

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. Autres intervenants

Sans objet.

1-4. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion

Sans objet.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales**1-6.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article R 324-4 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage et au maître d'oeuvre la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.341-2 du Code du Travail.

Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel mentionné à l'article L.620-3 du Code du Travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché les clauses nécessaires au respect des prescriptions de l'article R.341-30 du Code du Travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application de l'article R 324-7 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues par les articles R. 2393-25 et suivants du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-6.3. Assurances

A. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

B. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :
 - dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
 - dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 € ;
- Après les travaux :
 - tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement à l'entrepreneur par son ou ses assureurs.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité.

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

- Le bordereau des prix ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le détail estimatif ;

B - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009 applicable au 01 janvier 2010 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

- Actualisable(s) sauf si l'affermissement se fait avec la (les) tranche(s) ferme(s).

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;

3-2.2. Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Le maître d'ouvrage pourra s'il le souhaite demander le sous détail de prix ou la décomposition des prix.

3-2.5. Travaux en régie

Sans objet.

3-2.6. Le calcul des décomptes et des acomptes est vérifié par le maître d'œuvre sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1, 2, 3 et 4 de l'article 13 du CCAG dans les conditions suivantes :

A. Constatations des travaux

Chaque mois une constatation des travaux sera faite soit conjointement entre le Maître d'Oeuvre et l'entreprise, soit présentée par l'entreprise au Maître d'œuvre pour acceptation afin de présenter le décompte mensuel. La validation des travaux par le Maître d'Oeuvre se fera dans les 2 semaines suivants la présentation par l'entreprise mais également assujetti à la présentation des justificatifs prévus au marché « bons matériaux, mesure de surface , bons de pesées, etc ». En l'absence des énoncés ci avant, la situation restera en attente. Le Maître d'œuvre apportera s'il y a lieu les modifications nécessaires et les soumettra à l'entreprise titulaire du marché.

En l'absence de validation du constat de travaux, le décompte ne pourra être présenté.

B. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel, (**pour les groupements « commune par commune**), assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Ce décompte doit être accompagné par l'ensemble de bons de livraison des matériaux afin d'y être comptabilisé dans le mois. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le soumettra à l'entreprise pour modification avant de le transmettre au maître d'ouvrage. En application des clauses du marché, le décompte et l'état d'acompte.

Dans le cas d'un groupement de commande, la facturation se fera par maître d'ouvrage sauf information contraire.

C. Décompte final

Suite à la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, après le projet de décompte mensuel afférent à la dernière facturation du mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG et produit les mêmes effets que le décompte final.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi (**pour les groupements « commune par commune**) par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au maître d'ouvrage. Le décompte final est édité, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

3-2.7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de

l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le maître d'œuvre.

Il est dérogé à la totalité des articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du CCAG et fait application des articles R. 2391-1 et suivantes du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018,

3-2.8. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.9. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. - Tranche ferme : Les prix sont fermes et définitifs.

- Tranche(s) optionnelle(s) : Les prix sont actualisables sauf si l'affermissement se fait avec la (les) tranche(s) ferme(s).

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- - si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé à l'article 2-1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

3-3.3. Choix des références d'index.

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont.

Index	Désignation
TP 08	Aménagement et entretien de la voirie.

Ces index sont publiés au bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et reproduit aux publications de l'INSEE.

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont révisées avec l'index défini dans le présent tableau.

3-3.4. Modalités d'actualisations des prix.

L'actualisation des prix est effectuée par l'application au prix du marché, respectivement au mois zéro et au mois n, d'un coefficient donné par la formule suivante.

$$P = P_o \times [TP(n-3)TP_o]$$

Dans laquelle P = prix actualisé HT ; Po = prix initial Ht du marché TP(n) = c'est la valeur de l'index du mois de commencement des travaux(exemple : si la date de commencement des travaux est le 20 avril 2005, on prend la valeur de l'index du mois de avril 2005) ; TPo = valeur de l'index TP au mois d'établissement du marché.

3-3.5. Révision provisoire.

Les prix seront révisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement des prix (mois M0) et la date de commencement d'exécution des travaux du lot concerné, telle que précisée dans l'avis de notification, par application de la formule :

Le coefficient de révision "Cn" applicable pour le calcul de l'acompte du mois "n" d'exécution des prestations et du solde est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times I_n$$

Io

Avec Io : valeur de l'index du mois d'établissement des prix mo

Avec In : valeur connue de l'index du mois de réalisation des travaux

3-3.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3-4. Modalités de paiement

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.7 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisé dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-dessous dépassera les intensités et durée limite ci-après.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
Gel	- 3°C à 8 heures	1 jour
Pluie	5 mm/jour	1 jour
Neige	1 cm	1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station de la Météorologie Nationale du département. Les constatations seront remises par le titulaire du marché, en l'absence d'éléments aucun délai supplémentaire ne sera appliqué.

En précisant que le décompte des journées d'intempéries et les prolongations qui en découlent seront exprimées en jours.

Les intempéries doivent être notées et enregistrées sur un cahier spécial, disponible sur le chantier. Elles seront à comparer le cas échéant, aux données de la station météorologique. Les fiches de déclaration d'intempéries doivent être acceptées au préalable par le Maître d'Oeuvre ou le Maître d'Ouvrage, au fur et à mesure des événements.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard

4-3.1.1. Pénalités pour retard du début d'exécution

Par dérogation au CCAG la pénalité journalière de retard d'exécution est fixée à 500 € par jour calendaire.

4-3.1.2. Pénalités pour retard du délai d'exécution

Par dérogation au CCAG la pénalité journalière de retard du délai d'exécution est fixée à 500 € par jour calendaire.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

4-3.2.1. Pénalités pour retard du début d'exécution

Par dérogation au CCAG la pénalité journalière de retard d'exécution est fixée à 500 € par jour calendaire.

4-3.2.2. Pénalités pour retard du délai d'exécution

Par dérogation au CCAG la pénalité journalière de retard du délai d'exécution est fixée à 500 € par jour calendaire.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Les dispositions des 2^{ème} et 3^{ème} alinéas de l'article 20.1 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

Sans objet.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 0,00 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

En cas de non présence ou de retard aux rendez-vous de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 750.00 € par retard ou absence constaté par le Maître d'ouvrage.

4-4.5. Autres pénalités diverses

Une pénalité de 750,00 € sera appliquée par jour calendaire de non tenue du journal de chantier.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Pour les marchés d'un délai inférieur à 2 mois, aucune retenue de garantie. Pour les groupements de communes, la retenue de garantie sera commune par commune.

Pour les marchés d'un délai de 2 mois **et** plus ou pour les opérations supérieures à 50 000,00 HT, la retenue de garantie est fixée à 5% des travaux exécutés. L'entrepreneur sera dispensé de retenue de garantie s'il fournit une caution personnelle et solidaire ou une garantie de première demande conformément aux articles R. 2391-21 à R. 2391-27 du décret N° 2018-1075 du 8 décembre 2018. Pour les groupements de communes, la retenue de garantie sera commune par commune.

5-2. Avances forfaitaires

Le candidat doit préciser son choix à l'article 4-1 de l'acte d'engagement et conformément à l'article R2391-1 du décret 2018-1075 du 8 décembre 2018.

Cette avance de 5% du montant initial TTC du marché est accordée pour les marchés de plus de 50 000,00 € HT **et** de plus de 2 mois. Pour les groupements de communes, la retenue de garantie sera commune par commune.

Le remboursement de cette avance interviendra à partir de 50% de l'exécution des travaux à hauteur de 50% puis 30% lorsque les travaux auront atteint 60% et 20 % lorsque les travaux auront atteint 75% de la masse initiale.

Si l'avance est demandée, une caution personnelle et solidaire garantissant le remboursement de l'avance forfaitaire sera à fournir.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP et/ou le BPU définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP et /ou le BPU précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Piquetage général

L'entreprise doit être en possession des réponses aux demandes de DICT avant de débiter les travaux. La matérialisation des réseaux doit être faite avant la réalisation des travaux conformément à la réglementation en vigueur, celle-ci sera vérifiée conjointement avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et l'entreprise.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

L'entreprise a l'obligation de demander si nécessaire des investigations complémentaires aux gestionnaires pour les réseaux classés sensibles, ces investigations seront prises en charges directement par le maître d'ouvrage ou feront l'objet d'un prix supplémentaire en accord avec le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du titulaire :
 - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - la détention de l'AIPR par l'ensemble des intervenants sur l'opération.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Sans objet

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 36 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Sans objet

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Aucune stipulation particulière.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

8-4.3.1 Plan général de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé des travailleurs (PGC)

Si le chantier est soumis aux dispositions des sections 4 et 5 du décret n° 94-1159 du 29 décembre 1994 concernant le P.G.C., les entreprises seront tenues notamment de remettre au coordonnateur de sécurité un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues à l'article 8-4 du cahier des clauses administratives particulières.

8-4.3.2 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.P.S.P.S)

Si le chantier est soumis aux dispositions des sections 5 du décret n° 94-1159 du 29 décembre 1994 concernant le P.P.S.P.S., l'entreprise sera tenue de remettre au maître d'ouvrage un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues à l'article 8-4 du cahier des clauses administratives particulières.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par l'entreprise, conformément à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Le titulaire du marché est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Dispositifs de signalisation mis à disposition du titulaire :

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

La circulation est interrompue dans les conditions suivantes aux extrémités des sections ci-après :

Selon la situation

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par pilotage manuel à l'aide de piquets K10, par l'entreprise.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par feux tricolores, par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un boudier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Application de l'article 1-3-2 du CCTP.

8-4.6. Démolition de constructions

Application de l'article 1-7-1 du CCTP.

8-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

Aucune stipulation particulière.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Responsabilité générale

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées tant sur les propriétés voisines que sur la voie publique. Il reste bien entendu que l'entreprise adjudicataire sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

Constat d'huissier avant travaux

L'entreprise en charge des travaux en zone urbanisée aura pour obligation de se prémunir par un constat d'huissier contre des contentieux éventuels suite à des dégradations sur les habitations et les murs de clôtures.

8-4.9. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

En cas de défaillance, l'indemnité de gardiennage du chantier à la charge de l'entreprise titulaire, sera de 1 500,00 €/j.

8-4-10. Suivi de chantier

L'entreprise établira un journal de chantier sous forme de calendrier journalier, tenu au jour le jour et relatant : les travaux réalisés dans la journée, le personnel présent, le matériel utilisé, les matériaux employés, les quantités mises en œuvre, les conditions climatiques de la journée et la température relevée à 9h00.

Ce journal de chantier sera signé par le responsable du chantier et visé par le Maître d'œuvre à chaque consultation.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-2.2. Réceptions partielles

Réception tranche par tranche pour la réalisation des lotissements.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Sans objet.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9-5. Documents fournis après exécution

D.O.E..

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la PRM des documents énumérés à l'article 2.23 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 46 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 50 à 52 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48 du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles 324-4 ou 324-7 du code du travail ou l'article R.341.30 du code du travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-6.3	déroge à l'article	9 du CCAG
CCAP 3-2.6	déroge aux articles	13.1, 13.1.7, 13.2.2, 13.3.1, 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	11.4 du CCAG
CCAP 3-4	déroge à l'article	13.5 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	48 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes

Signature de l'entreprise